



PLAN FRIES : UN PROJET IRRECEVABLE POUR LA CGT

Lors du conseil d'administration du 4 octobre, le PDG Fabrice Fries a présenté un plan intitulé "*Retrouver l'équilibre pour préserver la mission*", qui comprend deux volets, un pour "retrouver une dynamique de croissance commerciale", et un autre pour, selon lui, "casser l'effet ciseau entre des recettes qui diminuent et des charges qui augmentent".

Le premier thème était déjà connu, au moins dans ses grandes lignes, mais le second est abordé ici pour la première fois. Et le choc est rude. Le PDG annonce un plan drastique de diminution des effectifs. Pas moins de 160 départs, contre seulement 35 embauches proclamées, journalistes et commerciaux confondus.

Si, comme on peut le supposer, le plan de départ vise les salariés de "statut siège", cela représenterait 5% de suppressions nettes pour les journalistes (40 départs) et 18% chez les personnels techniques et administratifs (85 départs). Sans compter que, selon les chiffres donnés par la direction, d'ici 5 ans 258 salariés (90 PTA et 169 journalistes) atteindront l'âge de 65 ans. Seront-ils remplacés à ce moment-là ?

L'AFP a déjà connu des plans de départ ces dernières années (plans Perret, DSI, Hoog 2015), mais jamais de cette ampleur. C'est une première dans notre histoire.

La direction met en avant la situation financière très préoccupante de l'agence pour le justifier. La CGT toutes catégories ne conteste pas la gravité du diagnostic mais le personnel ne doit être tenu en rien responsable de cet état de fait. Ce n'est pas à lui de payer les pots cassés.

Qui a validé le déménagement à Vivienne -dont le coût est dénoncé aujourd'hui par Fabrice Fries- alors qu'une large majorité des salariés y était opposée ? Qui a validé les travaux du 7ème étage ? etc. etc.

Depuis des années la CGT alerte l'ensemble des acteurs (salariés, direction, Conseil d'Administration, État) sur la sous-compensation chronique de la Mission d'intérêt général (MIG), 17 M€ cumulés en 4 ans, sur la dégradation régulière des comptes et de la trésorerie due à la gabegie des directions

successives. Malgré cela, le conseil d'administration a beaucoup tardé à prendre la mesure de la situation en se défaussant de ses responsabilités.

A l'heure où dans tous les services, dans tous les bureaux, le sous-effectif est chronique, alors que les journalistes ne peuvent plus correctement effectuer leur mission (collecte de l'information sur le terrain, vérification des sources et mise en forme), que les demandes de la hiérarchie explosent, incitant les journalistes à être multi-métiers, journalistes Shiva, que les redéploiements se portent essentiellement vers la vidéo au détriment du texte, la réponse apportée par Monsieur Fries permettra-t-elle de "préserver la mission de l'agence"? Sûrement pas !

Pour les personnels administratifs et techniques, c'est bien pire encore, le non remplacement des départs est devenu la norme, entraînant une perte cumulée de 72 effectifs entre 2004 et 2017. Par effet domino les journalistes sont touchés dans leurs conditions de travail par l'accumulation de tâches administratives supplémentaires.

Comment l'Agence pourrait-elle fonctionner correctement après une nouvelle diminution d'effectifs d'une telle ampleur ? Comment garantir alors l'indépendance rédactionnelle et financière de l'Agence quand tel ou tel pan de l'activité sera contrôlé par un tiers, fût-il partenaire ou sous-traitant ? Sans compter le risque d'externalisation des services techniques et administratifs laissés de fait aux mains de prédateurs bien intentionnés.

Comment justifier la compensation de la MIG si l'Agence ne remplit plus cette mission au motif de rétablir son équilibre financier ?

Fabrice Fries propose un plan d'incitation aux départs volontaires touchant principalement les personnels retraits toutes catégories confondues. Le PDG ne donne aucun détail sur les conditions de départ. L'enveloppe globale annoncée (13 M€) est encore hypothétique et dans l'attente des arbitrages de l'Etat. Le tout n'est pas de négocier des départs, de fait naturels, mais de les remplacer afin de conserver au mieux nos conditions de travail dans le respect de nos missions.

Le retour à l'équilibre financier ne doit pas conduire à sacrifier les fondamentaux de l'agence, sa raison d'être, et à faire payer à ses salariés les errements passés de ses directions successives avec la complicité des autorités.

La CGT n'acceptera pas une diminution des effectifs qui ne permettrait plus à l'agence et à son personnel d'effectuer sa mission d'intérêt général. La CGT, dans le cadre de l'intersyndicale, a demandé à rencontrer rapidement le PDG pour lui faire part de ses inquiétudes.

La CGT ne sera jamais un syndicat d'accompagnement des projets de la direction, ou, à l'autre bout du spectre, celui d'une contestation de principe, confortable mais stérile. La CGT est et sera toujours aux côtés des salariés sans distinction pour la défense de leurs intérêts individuels et collectifs.

Paris, le 8 octobre 2018

L'AFP NE FAIT QU'UNE, LA CGT AUSSI !

POUR DÉFENDRE L'INDÉPENDANCE FINANCIÈRE TECHNIQUE ET RÉDACTIONNELLE DE L'AFP, LA CGT APPELLE LE PERSONNEL A VOTER MASSIVEMENT POUR LES CANDIDATS DE SA CATÉGORIE

BP-UFICT-LC-CGT

SGLCE-CGT

SNJ-CGT